

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

RENOUVELLEMENT ET MAINTENANCE DE L'ARCHITECTURE MATÉRIELLE ET LOGICIELLE DES SYSTÈMES DE SAUVEGARDE DE MÉTÉO-FRANCE

Marché n° 2432F0334

Vos interlocuteurs Météo-France :

Direction des achats publics
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 01

Table des matières

Cahier des clauses administratives particulières.....	5
1. Objet du marché public.....	5
2. Documents contractuels.....	5
3. Décomposition du marché public.....	5
4. Forme du marché public et procédure de passation.....	5
5. Durée du marché public.....	6
5.1. Période initiale.....	6
5.2. Reconduction.....	6
6. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	6
6.1. Décompte des délais.....	6
6.2. Au titre de la configuration initiale.....	6
6.3. Au titre des bons de commande.....	6
7. Montant du marché public.....	6
8. Notification des informations et des décisions.....	6
9. Variantes.....	6
10. Réalisation des prestations.....	7
10.1. Prestations attendues.....	7
10.1.1. Prestations relatives à la configuration initiale.....	7
10.1.2. Prestations à bons de commande.....	7
10.2. Établissement des bons de commande.....	7
10.2.1. Pour les extensions de capacité à la configuration initiale.....	7
10.2.2. Pour les autres prestations à bons de commande.....	8
11. Modalités d'exécution des prestations.....	8
11.1. Compétences attendues.....	8
11.2. En cas de groupement d'opérateurs économiques.....	8
11.3. Lieux de réalisation des prestations.....	8
11.4. Livraison des équipements.....	8
11.5. Livrables.....	9
11.6. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	9
11.7. Sous-traitance.....	9
11.8. Mise à la disposition du titulaire de moyens par Météo-France.....	9
11.9. Gestion des emballages.....	9
11.10. Maintenance des prestations dans les locaux de Météo-France.....	10
11.11. Modification des installations.....	10
11.12. Développements spécifiques réalisés au titre du marché.....	10
12. Obligations des deux parties.....	10
13. Obligations de Météo-France.....	10
14. Obligations du titulaire.....	10
14.1. Assurances.....	10
14.2. Clause sociale.....	11
14.3. Obligations environnementales du titulaire.....	11
14.3.1. Emballage et transport.....	11
14.3.2. Obligations du titulaire en matière d'économie circulaire.....	11
14.4. Accès réglementé aux locaux.....	12
14.5. Niveau de qualification des intervenants.....	12
14.6. Secret professionnel.....	12
14.7. Transfert des données.....	13
14.8. Information et conseil.....	13
14.9. Cessation d'activité.....	13
15. Constatation de l'exécution des prestations.....	13
15.1. Généralités.....	13
15.2. Au titre de la configuration initiale.....	14
15.2.1. Vérification quantitative des composants matériels et logiciels.....	14
15.2.2. Vérification qualitative des composants matériels et logiciels.....	14

15.2.2.1. Mise en ordre de marche (MOM).....	14
15.2.2.2. Vérification d'aptitude (VA).....	14
15.2.2.3. Plan de sauvegarde.....	14
15.2.2.4. Vérification de service régulier (VSR).....	14
15.2.3. Au titre des prestations de support/maintenances de la configuration initiale.....	15
15.3. Au titre des bons de commande.....	15
15.3.1. Pour extension de capacité.....	15
15.3.1 – Vérification quantitative.....	15
15.3.2 – Vérification qualitative.....	15
15.3.2.1 Mise en ordre de marche (MOM).....	15
15.3.2.2. Vérification d'aptitude (VA).....	15
15.3.2.3 Vérification de service régulier (VSR).....	15
15.3.2. Pour support/maintenances préventive et corrective.....	16
15.3.3. Pour réalisation de journées de formation, prestations d'assistance ou de conseil.....	16
16. Garantie.....	16
16.1. Généralités.....	16
16.2. Garanties matérielle et logicielle.....	16
17. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	16
18. Propriété intellectuelle.....	17
18.1. Régimes des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards.....	17
18.2. Régime des résultats.....	17
19. Protection des données personnelles.....	17
19.1. Champ d'application.....	17
19.2. Durée de conservation et sort des données.....	18
19.3. Obligations du titulaire.....	18
19.4. Mesures de sécurité.....	18
19.5. Sous-traitance.....	18
19.6. Droit d'information des personnes concernées.....	18
19.7. Notification des violations de données à caractère personnel.....	19
19.8. Assistance.....	19
19.9. Registre des catégories d'activités de traitement.....	19
20. Établissement des prix.....	19
20.1. Définition.....	19
20.2. Date d'établissement des prix.....	19
20.3. Types de prix.....	19
20.4. Unité monétaire - TVA.....	19
20.5. Révision des prix.....	20
20.5.1. Révision des prix du support/maintenance et prestations à bons de commande (hors extensions de capacité) : Postes 1.2, 1.4.1, 1.4.2, 2.1.2, 2.2.2, 2.3.2 et 2.4 de l'annexe financière.....	20
20.5.2. Révision des extensions de capacité : Postes 2.1.1, 2.2.1 et 2.3.1 de l'annexe financière.....	20
20.6. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	20
21. Paiements.....	21
21.1. Avance.....	21
21.2. Acomptes.....	21
21.2.1. Pour la configuration initiale.....	21
21.2.2. Pour la partie accord-cadre à bons de commande (hors support/maintenance).....	21
21.3. Modalités de paiement.....	21
21.3.1. Au titre de la configuration initiale.....	21
21.3.2. Au titre des bons de commande pour extensions de capacité.....	21
21.3.3. Au titre des prestations de support/maintenances.....	21
21.3.4. Au titre des prestations à bons de commande (hors extensions et maintenance).....	22
21.4. Intérêts moratoires.....	22
21.5. Établissement des factures.....	22
22. Cession ou nantissement des créances.....	23
23. Pièces et attestations à fournir.....	23
23.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	23
23.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	23
23.3. Liste nominative du personnel étranger.....	23
23.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	23
24. Pénalités.....	24
24.1. Modalités d'application des pénalités.....	24

24.2. Pénalités pour retard.....	24
24.2.1. lors d'un arrêt planifié.....	24
24.2.2. de mise en œuvre de la configuration initiale et des extensions de capacités.....	24
24.2.3. dans les délais d'intervention.....	24
24.2.4. dans les délais de priorité exprimée selon trois niveaux.....	25
24.3. Pénalité pour absence aux opérations de vérification.....	25
24.4. Pénalités pour indisponibilité.....	25
24.5. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel.....	25
24.6. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale.....	25
24.7. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale.....	25
24.8. Pénalité pour absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets.....	25
25. Résiliation.....	25
26. Clauses complémentaires.....	26
27. Litiges et attribution de juridiction.....	26
28. Dérogations.....	26

Cahier des clauses administratives particulières

1. Objet du marché public

Le présent marché a pour objet le renouvellement et la maintenance de l'architecture matérielle et logicielle des systèmes de sauvegarde de Météo-France sur les sites de Toulouse.

2. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement dûment signé et son annexe financière, dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

4. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics des techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;

5. le mémoire technique du titulaire, dans lequel est intégré le cadre-réponses techniques, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;

6. les procès-verbaux liés à des développements spécifiques ;

7. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

3. Décomposition du marché public

Le marché public n'est pas décomposé en lots.

4. Forme du marché public et procédure de passation

Le marché public est établi en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de consultation utilisée est l'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Ce marché public est un marché composite dont une des parties est passée sous la forme d'un marché ordinaire et l'autre partie sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire en application des dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-9 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande en application des articles R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Les bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois la date de fin de validité du marché.

5. Durée du marché public

5.1. Période initiale

Ce marché public est passé pour une période initiale de cinq ans à compter de la date d'admission de la configuration initiale du système de sauvegarde. La date d'admission est la date de la décision positive prise après vérification du service régulier de la configuration initiale du système de sauvegarde.

5.2. Reconduction

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à deux. Chaque période de reconduction est d'un (1) an à compter de la date anniversaire de la date d'admission de la configuration initiale. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de sept ans à compter de la date d'admission de la configuration initiale du système de sauvegarde.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins deux mois avant la fin de la période en cours. La non-reconduction du marché fait l'objet d'une décision expresse de Météo-France notifiée au titulaire respectant le préavis de deux mois.

La non-reconduction du marché ne donne pas lieu à un versement d'indemnité.

6. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre. Chaque réunion est fixée d'un commun accord entre les deux parties.

6.1. Décompte des délais

Tout délai imparti dans le marché, pour l'une ou l'autre des parties, commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le point de départ dudit délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est fixé en mois, celui-ci correspond à trente jours calendaires.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

6.2. Au titre de la configuration initiale

Le délai, fixé dans l'exigence 54.0 E du paragraphe 10.7.4 du CCTP, inclut la livraison, l'installation, la mise en ordre de marche (MOM) ainsi que les opérations de vérification d'aptitude de la configuration initiale du système de sauvegarde. Ce délai de cent trente-cinq (135) jours court à compter de la date de notification du marché public.

6.3. Au titre des bons de commande

Les prestations à bons de commande débutent à la date de notification du bon de commande concerné.

7. Montant du marché public

Les montants forfaitaires annuels relatifs aux prestations, objet du marché ordinaire et définies à l'article 4.2.1 du CCTP, sont mentionnés dans l'annexe financière, annexe 1 à l'acte d'engagement n° 2432F0334.

La partie accord-cadre à bons de commande est passée avec un minimum fixé à trois cent mille euros hors taxes (300 000 € HT) et avec un maximum de deux millions d'euros hors taxes (2 000 000 € HT) sur toute la durée de validité du marché public.

8. Notification des informations et des décisions

La notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée conformément aux articles 2, 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG/TIC.

9. Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

10. Réalisation des prestations

Les besoins de Météo-France et les prestations attendues sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières n° 2432F0334 et ses annexes éventuelles.

10.1. Prestations attendues

Les prestations concernent le renouvellement et la maintenance de l'architecture matérielle et logicielle des systèmes de sauvegarde de Météo-France sur les sites de Toulouse.

Les systèmes de sauvegarde sont déployés sur les sites du Centre National de Calcul (CNC) et de l'Espace Clément Ader (ECA).

10.1.1. Prestations relatives à la configuration initiale

Les prestations relatives au marché ordinaire concernent :

- la fourniture, le déploiement et la configuration des composants permettant de répondre aux besoins exprimés dans les sections 4 et 5 du CCTP en respectant les spécifications fonctionnelles et matérielles définies aux sections 8 et 9 ainsi que les spécifications liées à la sécurité et définies à la section 7,
- la prise en charge de la transition depuis les systèmes actuellement exploités vers le système proposé par le titulaire, tel que défini à la section 10 du CCTP,
- le support des composants matériels et logiciels acquis en respect des clauses spécifiées à la section 6,
- la fourniture de la documentation telle que définie à la section 10,
- la formation (cf. section 10 du CCTP),
- 20 journées d'assistance telle que définie à la section 10 du CCTP.

10.1.2. Prestations à bons de commande

Les prestations relatives aux bons de commande sont constitués des items suivants :

- extension de capacité à la configuration initiale, avec fourniture, intégration, garantie et maintenance des composants proposés, éléments issus de l'annexe financière,
- la réalisation de prestations telles que l'assistance.

10.2. Établissement des bons de commande

10.2.1. Pour les extensions de capacité à la configuration initiale

Lorsque le besoin est identifié, le pouvoir adjudicateur émet un bon de commande sur lequel sont précisés la capacité et le nombre d'extensions. Le montant lié à chaque extension commandée est issu de l'annexe financière, annexe 1 à l'acte d'engagement.

La maintenance associée à chaque extension de capacité commandée débute après l'année de garantie et ce jusqu'à la fin de validité du marché. Le montant de la maintenance annuelle est issu de l'annexe financière, annexe 1 à l'acte d'engagement.

En cas de reconduction, un bon de commande est émis pour la maintenance de chaque extension de capacité commandée dans le cadre du marché

Les bons de commande peuvent être passés durant la période de validité du marché. Chaque bon de commande émis est signé et notifié au titulaire par le pouvoir adjudicateur de Météo-France ou son représentant habilité. Le suivi de l'exécution est assuré par le correspondant technique désigné par Météo-France après notification du marché.

Chaque bon de commande adressé au titulaire comporte les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- la date de notification et le numéro du marché, à savoir n° 2432F0334,
- la date et le numéro du bon de commande,
- la nature et la quantité de composants commandés,
- le montant unitaire HT par capacité d'extension,
- le délai de quatre-vingt-cinq (85) jours couvrant la livraison, l'installation, la mise en ordre de marche et les opérations de vérification d'aptitude des composants commandés,
- les livrables,
- le montant annuel de la maintenance associée à chaque extension de capacité commandée,
- le montant total maximum de la maintenance associée,

- le montant total hors taxes et toutes taxes comprises du bon de commande concerné,
- le taux et le montant de la TVA.

Les bons de commande prennent effet à compter de leur date de notification. Leur durée d'exécution ne peut en aucun cas dépasser de plus de six mois la date de fin de validité du présent marché.

Le titulaire doit aviser le correspondant technique de Météo-France de tout retard et son motif avant la fin du délai d'exécution du bon de commande concerné.

10.2.2. Pour les autres prestations à bons de commande

Lorsqu'un besoin en prestations d'assistance est identifié, le pouvoir adjudicateur émet un bon de commande sur lequel sont précisés la prestation à réaliser, le nombre de jours nécessaires ainsi que la période de réalisation des prestations commandées. Les coûts sont issus de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Le nombre de journées d'assistance est fixé à cinquante (50) jours maximums pour toute la durée du marché, reconductions comprises.

Les bons de commande peuvent être passés durant la période de validité du marché. Chaque bon de commande émis est signé et notifié au titulaire par le pouvoir adjudicateur de Météo-France ou son représentant habilité. Le suivi de l'exécution est assuré par le correspondant technique désigné par Météo-France après notification du marché.

Chaque bon de commande adressé au titulaire comporte les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- la date de notification et le numéro du marché, à savoir n° 2432F0334,
- la date et le numéro du bon de commande,
- la nature et la description de la prestation à réaliser,
- la quantité et le prix unitaire de la prestation à réaliser,
- la période de réalisation sur laquelle les prestations sont effectuées,
- les montants hors taxes et toutes taxes comprises du bon de commande concerné,
- le taux et le montant de la TVA.

Les bons de commande prennent effet à compter de leur date de notification. Leur durée d'exécution ne peut en aucun cas dépasser de plus de six mois la date de fin de validité du présent marché.

11. Modalités d'exécution des prestations

11.1. Compétences attendues

Météo-France attend du titulaire qu'il mette en œuvre toutes les compétences attendues pour réaliser ce marché.

11.2. En cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les articles 3.7.4 et 3.8.4 ainsi que les articles 12.1.3 et 12.1.4 du CCAG/TIC s'appliquent.

11.3. Lieux de réalisation des prestations

Les prestations se déroulent à Météo-France sur les sites du Centre National de Calcul (CNC) et de l'Espace Clément Ader (ECA) à Toulouse.

Les adresses sont indiquées dans le paragraphe 11.4 ci-après.

11.4. Livraison des équipements

Cet article déroge partiellement à l'article 21 du CCAG/TIC.

Les prestations de livraison de la configuration initiale et des extensions de capacité s'effectuent aux frais du titulaire et sous sa responsabilité pleine et entière jusque dans les salles informatiques.

Une visite des lieux est imposée au titulaire avant la livraison et l'installation de la configuration initiale à une date convenue entre les deux parties. Cette visite permet de prendre connaissance des contraintes environnementales, électriques et des conditions d'accès aux installations de Météo-France depuis le poste de garde de l'établissement jusqu'à l'emplacement des composants dans les salles informatiques. C'est notamment l'occasion pour le titulaire de prendre en compte les gabarits et poids limites du cheminement d'accès en salles, ainsi que des longueurs de fibres à prévoir pour les raccordements au réseau et les longueurs de câbles pour les raccordements électriques.

À la suite de cette visite, le titulaire s'engage à prendre en compte tous ces éléments environnementaux pour organiser la livraison.

La livraison des équipements de la configuration initiale et des extensions de capacité couvre le transport, le déchargement, la manutention des systèmes de sauvegarde accompagnés de leurs périphériques et logiciels aux adresses indiquées ci-dessous :

À CENTRE NATIONAL DE CALCUL

Météo-France
Direction des Systèmes d'Information
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 TOULOUSE Cedex

À L'ESPACE CLÉMENT ADER

Espace Clément Ader
3, rue Caroline Aigle
31400 Toulouse Cedex 04

Le titulaire informe le responsable technique de Météo-France de la date de livraison avec un préavis d'au moins quinze (15) jours.

Le responsable technique de Météo-France, ou son représentant, procède sur chaque site à l'inventaire des éléments matériels et logiciels afin de valider la conformité de la livraison avec la proposition du titulaire.

Un constat de livraison est établi sous forme de vérification quantitative.

Les livraisons des produits, objet de chaque catégorie de matériel, s'entendent franco de port selon la procédure Incoterm DDP (Delivered Duty Paid) CCI 2020, à savoir tous frais afférents à l'assurance et au déchargement à destination. Les risques afférents au transport et à la livraison des produits sont à la charge du titulaire.

11.5. Livrables

Le titulaire fournit sur chacun des lieux d'installation une documentation telle que définie à l'article 10.3 du CCTP.

Les livrables sont décrits dans le CCTP et dans chaque bon de commande concernant la fourniture d'équipements.

11.6. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire doit respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise. Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

11.7. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de Météo-France.

Le sous-traitant éventuel est tenu de respecter les obligations du présent marché.

Météo-France souhaite limiter la sous-traitance à quelques actes dits « gestes de proximité » et uniquement dans le cadre de la maintenance curative.

11.8. Mise à la disposition du titulaire de moyens par Météo-France

Pendant la phase d'installation et de déploiement, un espace de travail est mis à disposition du titulaire dans le bâtiment Poincaré de la Météopole. L'accès au système se fait à partir d'un poste fourni par Météo-France.

11.9. Gestion des emballages

Il n'est pas dérogé aux articles 20.2.1 et 20.2.2 du CCAG/TIC.

Chaque équipement, avec ses accessoires et notices, est livré dans un emballage permettant la manutention et le transport sans risque de détérioration.

Le titulaire est responsable des détériorations qu'un emballage insuffisant ou inadéquat entraînerait, que l'emballage soit effectué par ses soins ou qu'il soit confié à un tiers.

La propriété des emballages n'est pas transférée à Météo-France. Le titulaire les récupère dès installation du matériel.

11.10. Maintenance des prestations dans les locaux de Météo-France

Les prestations demandées au titre de la maintenance sont décrites aux paragraphes 6.4 et 6.5 du CCTP.

La maintenance des composants matériels et logiciels acquis est fournie à l'issue de leur période de garantie et ce jusqu'à la fin du marché tant que ces composants sont exploités. La maintenance des composants matériels repris le cas échéant est fournie dès la mise en place du système de sauvegarde et ce jusqu'à la fin du marché tant que ces composants sont exploités.

Les plages horaires durant lesquelles le titulaire peut intervenir sur le site de Météo-France, au titre de la période de couverture de maintenance (PCM) sont les suivantes : de 8 heures à 20 heures. Toutefois si une intervention est démarrée, celle-ci peut être prolongée au-delà des horaires indiqués ci-dessus.

11.11. Modification des installations

Lors de la maintenance préventive et corrective, le titulaire ne peut, de son propre chef, apporter aucun changement aux installations existantes. Il doit soumettre à l'agrément de la personne responsable du suivi du marché chaque modification. Faute de s'être conformé à cette clause, le titulaire est tenu, sur l'ordre de Météo-France, de faire immédiatement remplacer ou de reconstruire, à ses frais, les installations qui ne seraient pas conformes aux dispositions exigées.

11.12. Développements spécifiques réalisés au titre du marché

D'éventuels développements spécifiques peuvent être demandés au titre des journées d'assistance. Tout développement réalisé au titre de ce marché est systématiquement intégré au marché. Le procès-verbal de la ou des journées d'assistance lié à un ou des développements est notifié au titulaire et devient un document contractuel du marché.

12. Obligations des deux parties

Chacune des parties s'engage à observer la plus grande discrétion sur toute information en provenance de l'autre partie ainsi que sur les données transmises et ce, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel non appelés à l'utiliser ou à en avoir connaissance.

Les stipulations du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle ou à celles qui sont déjà connues du public.

13. Obligations de Météo-France

Météo-France s'engage à respecter les conditions normales d'utilisation des matériels et logiciels et à appliquer les instructions données par le titulaire.

Afin que les prestations puissent s'effectuer de manière satisfaisante, il incombe à Météo-France de fournir toutes informations nécessaires à l'exécution du présent marché conformément au CCTP.

14. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations dans les conditions définies dans les documents contractuels et selon les textes en vigueur. Il est responsable de l'exécution de ses obligations. Il est tenu de respecter les engagements de son offre.

Le titulaire s'engage à apporter tout le soin possible à l'exécution des services fournis dans le cadre du marché.

Le titulaire est responsable de l'attitude de son personnel concernant les obligations de discrétion et de sécurité. Il est également responsable du personnel, en toute circonstance, et pour quelque cause que ce soit, en particulier des accidents du travail, des accidents survenus du fait du personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des opérations ou des vols sur le site imputables à ce personnel.

14.1. Assurances

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG/TIC.

Ce contrat d'assurance en cours de validité doit également garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que le titulaire pourrait encourir :

- en cas de dommages corporels et/ou matériels et/ou liés à une attaque informatique causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du marché ;
- et couvrant les éventuels dommages causés au commanditaire et notamment à son système d'information dans le cadre des prestations.

Il s'engage à informer expressément la personne responsable du marché de toute modification ultérieure de ses contrats d'assurance.

14.2. Clause sociale

Cet article déroge à l'article 16.1 du CCAG/TIC.

14.3. Obligations environnementales du titulaire

14.3.1. Emballage et transport

Le matériel doit être emballé afin de permettre la manutention, le stockage et le transport sans risque de détérioration. Le titulaire est responsable des détériorations relatives à un emballage insuffisant ou inadéquat, qu'il soit effectué par ses soins ou confié à un tiers.

Le titulaire utilise autant que possible des emballages réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés.

Le titulaire récupère les emballages lesquels restent sa propriété.

Le transport des matériels doit être réalisé avec un mode de transport peu polluant. À tout moment, et durant toute la durée du marché, le titulaire doit être en mesure de produire tous les justificatifs permettant la traçabilité des transports utilisés, sur simple demande des services de Météo-France.

14.3.2. Obligations du titulaire en matière d'économie circulaire

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique en prévoyant des conditions d'exécution à caractère environnemental.

➤ **Action en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air**

Afin de lutter contre la raréfaction des ressources, le réchauffement climatique et la pollution, durant toute l'exécution du marché, tous les déplacements du titulaire sur le site de Météo-France doivent être réalisés avec un mode de transport peu polluant. À tout moment, et durant toute la durée du marché, le titulaire doit être en mesure de produire tous les justificatifs permettant la traçabilité des transports utilisés, sur simple demande des services de Météo-France.

➤ **Action en faveur du ré-emploi/réutilisation contenant des matières recyclées**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire veille à poursuivre les objectifs fixés notamment par la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire en matière de réduction, de réemploi et de recyclage des emballages.

À cet effet, le titulaire doit :

- réduire les emballages, en supprimant notamment les emballages inutiles,
- favoriser le réemploi des emballages,
- privilégier les emballages dont la filière de recyclage est effective,
- réaliser sur son site et dans le cadre des prestations une collecte et un tri de ses emballages.

Pour cela, le titulaire doit notamment :

- optimiser les volumes et le poids des emballages secondaires et tertiaires pour réduire les prélèvements à la source et les surfaces de stockages ;
- réduire l'utilisation d'emballages primaires et utiliser des alternatives aux emballages individuels ;
- utiliser des matériaux recyclés ou recyclables pour les emballages, en utilisant du carton contenant au moins 70 % de matières recyclées et en excluant le PVC ;
- proposer des alternatives aux blisters plastique ;
- préférer les emballages facilement recyclables tels que le papier ou carton ondulé/crêpé/cannelé, plutôt que les emballages plastiques difficilement recyclables ;
- concevoir l'emballage pour éviter toute détérioration en cours de transport ou de manutention et tout risque d'ouverture accidentelle du colis ou d'altération de son contenu.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

➤ **Prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation**

Le titulaire doit orienter les déchets recyclables vers des filières de valorisation et fournir les pièces justificatives du traitement des déchets.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Le titulaire respecte les exigences de l'article 20.2 du CCAG/TIC quant à la gestion des emballages.

14.4. Accès réglementé aux locaux

L'accès du personnel du titulaire aux locaux de Météo-France est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à Météo-France.

L'accès à certaines zones des sites de Météo-France, dont certaines concernent le présent marché, est soumis à une autorisation préalable nominative délivrée par Météo-France ou soumis à une habilitation préfectorale. Chaque intervention d'un agent du titulaire sur un de ces sites doit donner lieu à une autorisation spéciale d'accès pour cet agent.

Les modalités de demande d'autorisation d'accès à ces sites sont communiquées au titulaire après la notification du marché.

Avant toute intervention sur un des sites dont l'accès est soumis à une autorisation préalable, le contact du titulaire désigné conformément à l'article 17 ci-dessous s'assure que les agents chargés de cette intervention ont obtenu une autorisation spéciale d'accès.

Toute modification des conditions générales ou particulières d'accès ou de sécurité est communiquée par écrit au titulaire.

14.5. Niveau de qualification des intervenants

Pour la réalisation des prestations, le titulaire s'engage à mettre à disposition de Météo-France les intervenants dont les curriculum vitae ont été fournis dans sa proposition technique ou à défaut des intervenants disposant au moins du même niveau de qualification et d'expérience que ceux qui sont mentionnés dans son offre.

Dans le cas où un membre de l'équipe dédiée quitte la structure ou est remplacé, le titulaire en avise, sans délai, le correspondant technique ou son représentant et lui indique le nom, les coordonnées et le curriculum vitae du nouvel agent, qui doit être, au minimum, d'un niveau de qualification équivalent. Le changement est assujéti à l'accord de Météo-France.

Dans le cas où un membre de l'équipe technique du titulaire ne convient pas, soit en raison du niveau de mise en œuvre insuffisant au regard des compétences présentées dans son CV, soit en raison d'une attitude inappropriée à l'exécution du marché concerné, le titulaire s'engage à le remplacer dans les deux semaines qui suivent la réception d'un courrier recommandé avec avis de réception envoyé par Météo-France et demandant son remplacement au vu d'arguments justificatifs factuels et documentés.

14.6. Secret professionnel

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire et/ou les agents du titulaire assistent ou participent, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

D'éventuels développements spécifiques peuvent être demandés au titre des journées d'assistance. Le secret professionnel est étendu aux résultats obtenus.

Le titulaire s'engage à suivre les quatre clauses de confidentialité suivantes :

Clause 1

Les termes « informations confidentielles » recouvrent toutes les informations ou toutes les données divulguées par Météo-France dans le cadre de cette opération, par écrit ou oralement, et incluant sans limitation tous les documents écrits, photocopiés ou imprimés, tous les échantillons, modèles ou plus généralement tous les moyens de divulgation de l'information confidentielle pouvant être choisis par Météo-France pendant la période de validité du marché.

Clause 2

Le titulaire qui reçoit les informations confidentielles s'engage pendant la durée du marché à ce que ces informations :

- a) soient protégées et gardées strictement confidentielles et traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance ;

- b) ne soient divulguées de manière interne qu'aux seuls membres de son personnel ayant à en connaître, en les informant du caractère strictement confidentiel desdites informations pour qu'ils respectent l'obligation de confidentialité, et ne soient utilisées par ces derniers que dans le cadre de cette opération ;
- c) ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement dans un autre but que celui défini dans cette opération, sans le consentement préalable et écrit de la partie qui les a divulguées ;
- d) ne soient divulguées, soit directement, soit indirectement à tout tiers ou à toutes personnes autres que celles mentionnées à l'alinéa b) ci-dessus ;
- e) ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été autorisées par la partie de qui elles émanent et ce, de manière spécifique et par écrit.

Clause 3

Toutes les informations confidentielles liées à cette opération et leurs reproductions, transmises par Météo-France, restent la propriété de Météo-France et sont restituées à cette dernière immédiatement sur sa demande.

Clause 4

À l'exception des dispositions ci-dessus, le titulaire n'a aucune obligation et n'est soumis à aucune restriction eu égard à toutes informations confidentielles lorsqu'il peut apporter la preuve de l'une des conditions suivantes :

- a) qu'elles sont entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais dans ce cas en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- b) qu'elles ont été publiées sans violer les présentes dispositions ;
- c) que leur utilisation ou leur divulgation a été autorisée par écrit par Météo-France ;
- d) qu'elles ont été développées indépendamment par le personnel du titulaire qui les a reçues sans que le personnel n'ait eu accès à ces informations confidentielles au préalable.

Toutes les informations confidentielles communiquées au titulaire ou collectées par ses agents ou ses personnels sont concernées par les présentes dispositions.

14.7. Transfert des données

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

14.8. Information et conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

14.9. Cessation d'activité

En cas de cessation d'activité et dans l'hypothèse d'une absence de reprise de cette activité par une autre entreprise, le titulaire s'engage expressément à fournir en priorité à Météo-France, toutes les informations nécessaires à la poursuite de la prestation, objet du marché, en fonction des conditions financières qui seront négociées. Cela est notamment le cas pour les développements effectués sur lesquels repose la solution de sauvegarde et pour lesquels la société devra fournir l'ensemble des codes sources.

15. Constatation de l'exécution des prestations

Cet article déroge aux articles 29 à 33 du CCAG/TIC.

15.1. Généralités

Les opérations de vérification relèvent de la responsabilité du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. Elles se déroulent sur les sites de Météo-France – 42, avenue Gaspard Coriolis 31057 Toulouse cedex 1 et 3, rue Caroline Aigle 31400 Toulouse cedex 4.

Le support du titulaire est requis durant les opérations de vérification pour effectuer les corrections en cas de dysfonctionnements constatés. Le pouvoir adjudicateur avise le titulaire des jours et heures fixés pour la vérification afin de lui permettre d'y assister. L'absence de disponibilité du titulaire fait obstacle au déroulement des opérations de vérification. Une pénalité est appliquée conformément à l'article 24 ci-dessous.

15.2. Au titre de la configuration initiale

Conformément à l'exigence 54.0 E du paragraphe 10.7.4 du CCTP, un délai de cent trente-cinq (135) jours court à compter de la date de notification du marché pour procéder à la livraison, l'installation, la mise en ordre de marche par le titulaire et à la vérification d'aptitude réalisée par Météo-France.

15.2.1. Vérification quantitative des composants matériels et logiciels

La vérification quantitative se déroule lors de la livraison des équipements de la configuration initiale. Elle concerne la fourniture des composants matériels et logiciels, prestations hors formation, maintenance et prestation d'assistance.

Elle consiste en un pointage des équipements lors de leur livraison dans le but de contrôler la conformité des matériels livrés ainsi que la quantité livrée par rapport à la quantité proposée dans l'offre du titulaire.

Un procès-verbal de livraison est établi sous forme de vérification quantitative.

15.2.2. Vérification qualitative des composants matériels et logiciels

Une vérification qualitative est réalisée avec vérification d'aptitude et vérification de service régulier et concerne les prestations de fourniture et de déploiement des composants matériels et logiciels, hors prestations de formation, maintenance, assistance et fourniture de livrables.

15.2.2.1. Mise en ordre de marche (MOM)

Conformément à l'article 10.7.2 « Installation et mise en ordre de marche » du CCTP, le titulaire notifie la mise en ordre de marche (MOM) si les tests, définis au paragraphe susvisé, sont jugés satisfaisants par l'équipe technique de Météo-France.

La date de mise en ordre de marche est la date du procès-verbal de mise en ordre de marche.

15.2.2.2. Vérification d'aptitude (VA)

Une fois la « MOM » notifiée, les équipements déployés doivent remplir les conditions permettant à Météo-France de constater qu'ils présentent les caractéristiques techniques les rendant aptes à remplir les exigences et performances décrites dans le CCTP, ou celles proposées dans l'offre du titulaire si elles étaient supérieures à celles exprimées dans le CCTP.

La vérification d'aptitude (VA) débute après la notification de la MOM par le titulaire et est effectuée dans le délai restant par rapport aux cent trente-cinq (135) jours fixés au paragraphe 15.2 ci-dessus. La VA a pour objet de constater que les composants matériels et logiciels présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché.

Météo-France vérifie les points décrits dans le protocole de VA détaillé à la section 10.7.3.1.1 du CCTP et prend sa décision concernant la vérification d'aptitude. Si la vérification d'aptitude est positive, le plan de sauvegarde débute.

Si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision :

- d'ajournement, il est dérogé partiellement à l'article 34.2.1, en son premier alinéa, le délai de présentation à l'acheteur des prestations mises au point par le titulaire est fixé à un mois ;
- ou de rejet conformément à l'article 34 du CCAG/TIC.

15.2.2.3. Plan de sauvegarde

Si la vérification d'aptitude est positive, le pouvoir adjudicateur en avise le titulaire, qui, conformément aux articles 10.2.2 et 10.2.3 du CCTP, définit le plan de sauvegarde et déploie 25 % dudit plan sous trente (30) jours. La réalisation de cette phase est validée par procès-verbal.

Météo-France poursuit le déploiement des 75 % restants du plan de sauvegarde.

15.2.2.4. Vérification de service régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitations prévues dans les documents particuliers du marché.

La régularité de service s'observe pendant quarante-cinq jours (45 jours) maximums à compter de la fin du déploiement du plan de sauvegarde effectué par Météo-France. Le système de sauvegarde doit respecter les exigences exprimées par Météo-France et la conformité à la proposition technique du titulaire.

Météo-France vérifie les points décrits dans le protocole de VSR détaillé aux sections 10.7.3.3.1. et 10.7.3.3.3. « VSR pour la partie ferme » du CCTP et prend sa décision concernant la VSR.

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC. Il n'est pas dérogé à l'article 34 du CCAG/TIC en ce qui concerne la réception, l'ajournement, la réfaction et le rejet.

15.2.3. Au titre des prestations de support/maintenances de la configuration initiale

Météo-France constate le service fait au titre du support/maintenances lors des réunions de site (cf. article 10.6 du CCTP). Cette constatation est effectuée notamment au vu des principaux incidents ayant eu lieu, du suivi des tickets de demandes...

En cas de dysfonctionnement constaté, des pénalités sont appliquées conformément à l'article 24 ci-après.

15.3. Au titre des bons de commande

15.3.1. Pour extension de capacité

Conformément à l'exigence 54.3 E du paragraphe 10.7.4 du CCTP, un délai de quatre-vingt-cinq (85) jours court à compter de la date de notification du bon de commande pour procéder à la livraison, l'installation, la mise en ordre de marche par le titulaire et à la vérification d'aptitude réalisée par Météo-France.

15.3.1 – Vérification quantitative

La vérification quantitative se déroule lors de la livraison des équipements des extensions de capacité. Elle concerne la fourniture des composants matériels et logiciels.

Elle consiste en un pointage des équipements lors de leur livraison dans le but de contrôler la conformité des matériels livrés ainsi que la quantité livrée par rapport à la quantité proposée dans l'offre du titulaire.

Un procès-verbal de livraison est établi sous forme de vérification quantitative.

15.3.2 – Vérification qualitative

15.3.2.1 Mise en ordre de marche (MOM)

Conformément à l'article 10.7.2 « Installation et mise en ordre de marche » du CCTP, le titulaire notifie la mise en ordre de marche (MOM) si les tests, définis au paragraphe susvisé, sont jugés satisfaisants par l'équipe technique de Météo-France.

La date de mise en ordre de marche est la date du procès-verbal de mise en ordre de marche.

15.3.2.2. Vérification d'aptitude (VA)

Une fois la « MOM » notifiée, les équipements déployés doivent remplir les conditions permettant à Météo-France de constater qu'ils présentent les caractéristiques techniques les rendant aptes à remplir les exigences et performances décrites dans le CCTP, ou celles proposées dans l'offre du titulaire si elles étaient supérieures à celles exprimées dans le CCTP.

La vérification d'aptitude (VA) débute après la notification de la MOM par le titulaire et est effectuée dans le délai restant par rapport aux 85 jours indiqués au paragraphe 15.3.1 ci-dessus. La VA a pour objet de constater que les composants matériels et logiciels présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché.

Météo-France vérifie les points décrits dans le protocole de VA détaillé à la section 10.7.3.1.2 du CCTP et prend sa décision concernant la VA.

Si la vérification d'aptitude est positive, le pouvoir adjudicateur en avise le titulaire et lui demande d'assister à la vérification de service régulier.

Si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision :

- d'ajournement, il est dérogé partiellement à l'article 34.2.1, en son premier alinéa, le délai de présentation à l'acheteur des prestations mises au point par le titulaire est fixé à un mois ;
- ou de rejet conformément à l'article 34 du CCAG/TIC.

15.3.2.3 Vérification de service régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitations prévues dans les documents particuliers du marché.

La régularité de service s'observe pendant trente-cinq (35) jours maximums à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le pouvoir adjudicateur. Le système de sauvegarde doit respecter les exigences exprimées par Météo-France et la conformité à la proposition technique du titulaire.

Météo-France vérifie les points décrits dans le protocole de VSR détaillé aux sections 10.7.3.3.2 et 10.7.3.3.3. « VSR pour les bons de commande » du CCTP et prend sa décision concernant la VSR.

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC. Il n'est pas dérogé à l'article 34 du CCAG/TIC en ce qui concerne la réception, l'ajournement, la réfaction et le rejet.

15.3.2. Pour support/maintenances préventive et corrective

Dans le cadre d'extensions de capacité passées par bon de commande, les vérifications sont celles mentionnées au titre des prestations de support/maintenances pour la configuration initiale et spécifiées à l'article 15.2.3. ci-dessus.

15.3.3. Pour réalisation de journées de formation, prestations d'assistance ou de conseil

Dans le cadre d'un bon de commande émis pour des journées de prestations d'assistance, Météo-France établit la décision de service fait dès réalisation d'une, de plusieurs ou de la totalité des journées prévues au titre du bon de commande concerné.

Ces opérations ont pour objet de contrôler la conformité entre le travail fait et le travail commandé par le pouvoir adjudicateur comme mentionné à l'article 31 du CCAG/TIC.

16. Garantie

16.1. Généralités

La garantie couvre les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessité par sa remise en état ou son remplacement, que ces opérations soient réalisées aux lieux d'utilisation de la prestation ou dans les locaux du titulaire si la fourniture lui a été renvoyée.

16.2. Garanties matérielle et logicielle

Les composants matériels et logiciels des systèmes de sauvegarde acquis dans le cadre de la configuration initiale et par bons de commande sont garantis un an à compter de la décision d'admission desdits composants, décision prise à l'issue de la vérification de service régulier (VSR) correspondante.

Les prestations demandées au titre de cette garantie sont décrites aux paragraphes 6.3 et 6.5 du CCTP.

17. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la direction des systèmes d'information est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction générale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est le directeur des systèmes d'information. Il est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction des Systèmes de l'Information
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex

Le correspondant technique de Météo France et/ou son représentant sont désignés après notification du marché public.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction financière
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'agent comptable de Toulouse. Ses coordonnées sont :

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 23 du présent cahier des clauses administratives particulières).

Les délais de trente jours prévus par l'article 3.4.3 et par le o) de l'article 50.1 du CCAG/TIC sont ramenés à quinze jours.

18. Propriété intellectuelle

La loi française est seule applicable.

18.1. Régimes des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Si le titulaire incorpore des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standard dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standard qui, sans être incorporées aux résultats, sont nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, il s'engage à ce qu'elles bénéficient d'un régime de licence libre.

18.2. Régime des résultats

Par dérogation aux articles 46.2.1, 46.3.1 et 46.3.2 du CCAG/TIC, les résultats sont cédés à Météo-France à titre exclusif. L'exploitation et la publication des résultats par le titulaire ne sont pas autorisées.

Il est dérogé à l'article 46.2.2 du CCAG/TIC.

19. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG/TIC.

19.1. Champ d'application

Le titulaire peut être amené à manipuler pour le compte de Météo-France, qui constitue le responsable du traitement, les données à caractère personnel ci-après définies nécessaires à la réalisation des prestations prévues par le présent marché pendant la durée d'exécution de celui-ci.

L'objectif du marché est le renouvellement, la maintenance et le support de l'architecture matérielle et logicielle du système de sauvegarde de Météo-France sur les sites de Toulouse. Il comprend également des prestations d'assistance à l'administration du système.

La finalité du traitement de données personnelles est la sauvegarde. Toutefois dans le cadre d'une assistance à la sauvegarde ou à la restauration de données spécifiques d'un agent ou d'un service, le titulaire et son personnel peuvent être amenés à manipuler des données à caractère personnel. Le titulaire n'est pas autorisé à en assurer la consultation.

Dans le cas où les données personnelles sont transférées dans un pays hors de l'Union européenne, le titulaire le précise dans son mémoire technique en indiquant les pays concernés. Météo-France, en tant que responsable du traitement, se réserve le droit d'autoriser ou d'interdire ces transferts.

19.2. Durée de conservation et sort des données

La durée de conservation des données collectées par le titulaire est limitée à la durée de validité du marché public.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer et ne pas utiliser les données auxquelles il aurait pu avoir accès. Il ne doit pas faire de copie. Le transfert n'est pas autorisé.

19.3. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités prévues par le présent marché.
- Traiter les données conformément aux instructions de Météo-France. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit français relative à la protection des données, il en informe immédiatement Météo-France. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer Météo-France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
- Ce que seuls ses personnels en charge de l'exécution du marché aient accès aux données à caractère personnel traitées. Il veille à ce que ces personnels :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection.

19.4. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant la sécurisation des données et des traitements.

Il s'engage à ce titre à se conformer aux mesures de sécurité des données et des traitements, notamment techniques et organisationnelles, qu'il a définies dans son mémoire technique.

19.5. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de Météo-France.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché. Il agit pour le compte et selon les instructions de Météo-France. En particulier, n'ont accès aux données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché que les personnels du sous-traitant en charge de son exécution.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant Météo-France de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

19.6. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à Météo-France de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider Météo-France à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique aux responsables du marché désignés conformément à l'article 17 du présent cahier des clauses administratives particulières.

19.7. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie sans délai à Météo-France toute violation des conditions des traitements des données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à Météo-France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

19.8. Assistance

Le titulaire assiste Météo-France, en cas de besoin, pour les éventuelles études d'impact ou réponses à sollicitations concernant les données personnelles traitées dans le cadre du marché.

19.9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire s'engage à tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de Météo-France comprenant :

- le nom et les coordonnées des responsables du marché désignés conformément à l'article 17 du présent cahier des clauses administratives particulières, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre.
- Documentation

Le titulaire met à la disposition de Météo-France la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par Météo-France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

20. Établissement des prix

20.1. Définition

Les prix sont fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché public. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et prestations, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance, au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'à destination, à l'installation et la mise en service. Les prix incluent également l'ensemble des frais afférents aux déplacements, à l'hébergement et à la restauration des intervenants.

Le montant de la garantie (logicielle et matérielle) est compris dans le prix des composants.

20.2. Date d'établissement des prix

Les prix sont établis dans les conditions économiques correspondant à la date limite de remise des offres.

20.3. Types de prix

Les prix des composants matériels et logiciels de la configuration initiale sont forfaitaires et fermes.

Les prix relatifs au support/maintenance de la configuration initiale sont forfaitaires et révisables.

Les prix des prestations à bons de commande sont unitaires et révisables.

20.4. Unité monétaire - TVA

Les prix sont exprimés en euros hors taxes. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %.

Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

20.5. Révision des prix

20.5.1. Révision des prix du support/maintenance et prestations à bons de commande (hors extensions de capacité) : Postes 1.2, 1.4.1, 1.4.2, 2.1.2, 2.2.2, 2.3.2 et 2.4 de l'annexe financière

Les prix de base des prestations de support/maintenance et des journées d'assistance, de conseil et de formation sont révisibles annuellement au 31 janvier, et ce à compter du 31 janvier 2027, par application de la formule suivante :

$$P1 = P0 (0,15 + 0,85 \times (S1/S0))$$

selon les stipulations suivantes :

P1 = prix révisé

P0 = prix d'origine

S₀ = valeur de l'indice SYNTEC dont la base 100 est décembre 2019 au mois zéro, indice du mois de remise des plis. Cet indice est calculé et publié par la Fédération Syntec.

S₁ = dernière valeur non provisoire de ce même indice de référence publiée à la date de calcul de la révision de prix, qui intervient au cours du mois qui précède sa date d'entrée en application.

Le prix révisé est arrondi au centime supérieur si la troisième décimale est supérieure ou égale à 5 ; il est arrondi au centime inférieur si la troisième décimale est inférieure à 5.

La révision de prix est calculée par Météo-France qui communique par tout moyen au titulaire les prix révisés.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/TIC, les prix à payer pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande sont ceux applicables à la date de la commande.

20.5.2. Révision des extensions de capacité : Postes 2.1.1, 2.2.1 et 2.3.1 de l'annexe financière

Les prix de base des extensions de capacité, prestations à bons de commande, sont révisibles, annuellement au 31 janvier, et ce à compter du 31 janvier 2027, par application de la formule suivante :

$$P_r = P_i (0,15 + 0,15 (S_1/S_0) + 0,70 \times (C_1/C_0))$$

selon les stipulations suivantes :

P_r = prix révisé

P_i = prix d'origine

S₀ = valeur de l'indice SYNTEC dont la base 100 est décembre 2019 au mois zéro, indice du mois de remise des plis. Cet indice est calculé et publié par la Fédération Syntec.

S₁ = dernière valeur non provisoire de ce même indice de référence publiée à la date de calcul de la révision de prix, qui intervient au cours du mois qui précède sa date d'entrée en application.

C₀ = valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés - CPF 26.1 - Composants et cartes électroniques (Base 2021) Identifiant 010764991, au mois zéro, indice du mois de remise des plis. Cet indice est calculé et publié par l'INSEE.

C₁ = dernière valeur non provisoire de ce même indice de référence publiée à la date de calcul de la révision de prix, qui intervient au cours du mois qui précède sa date d'entrée en application.

Le prix révisé est arrondi au centime supérieur si la troisième décimale est supérieure ou égale à 5 ; il est arrondi au centime inférieur si la troisième décimale est inférieure à 5.

La révision de prix est calculée par Météo-France qui communique par tout moyen au titulaire les prix révisés.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/TIC, les prix à payer pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande sont ceux applicables à la date de la commande.

20.6. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

21. Paiements

21.1. Avance

L'option B du CCAG s'applique.

Sous les réserves de la non-renonciation par le titulaire et du respect des conditions d'éligibilité prévues par le code de la commande publique, le taux de l'avance est de 20 %. Ce taux s'applique :

- Au montant initial de la solution proposée au titre des composants de la configuration initiale et fixé au poste 1.1 de l'annexe financière,
- Au montant minimal toutes taxes comprises de la partie accord-cadre à bons de commande et fixé à l'article 7 ci-dessus.

Le remboursement de l'avance au titre de la configuration initiale du marché s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire au titre de la solution proposée, lorsque le montant atteint 65 % du montant total toutes taxes comprise fixé au paragraphe 1.1 de l'annexe financière.

Le remboursement de l'avance au titre de la partie accord-cadre à bons de commande s'effectue dans les conditions prévues par l'article R.2191-19 du code de la commande publique. Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire au titre des bons de commande, lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant minimum toutes taxes comprises de l'accord-cadre à bons de commande.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance est terminé lorsque ce taux atteint 80 %.

Le remboursement de l'avance s'impute sur une seule demande de paiement du titulaire. Si, toutefois, le montant de la demande de paiement sur laquelle le remboursement de l'avance est imputé est inférieur au montant de l'avance, le surplus est imputé sur la demande de paiement suivante et ainsi de suite.

21.2. Acomptes

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

21.2.1. Pour la configuration initiale

Le paiement des prestations prévues au titre de la configuration initiale s'effectue selon l'échéancier suivant :

- 20 % du montant de la configuration initiale à la MOM,
- 40 % du montant de la configuration initiale à la date de décision positive de la VA.

Le solde du montant de la configuration initiale mise en place est payé après admission à l'issue des opérations de vérification de service régulier décrites à l'article 15.2.2.3 ci-dessus.

21.2.2. Pour la partie accord-cadre à bons de commande (hors support/maintenance)

Le paiement des prestations prévues au titre des extensions de capacité s'effectue selon l'échéancier suivant :

- 70 % du montant du bon de commande concerné au titre des extensions commandées à la date de décision positive de la VA.

Le solde du montant des extensions mises en place est payé après admission à l'issue des opérations de vérification de service régulier décrites à l'article 15.3.2.3 ci-dessus.

21.3. Modalités de paiement

21.3.1. Au titre de la configuration initiale

Les prestations sont payées à terme échu après admission prononcée par Météo-France ou à compter de la réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à l'admission des prestations.

21.3.2. Au titre des bons de commande pour extensions de capacité

Les prestations sont payées à terme échu après admission prononcée par Météo-France ou à compter de la réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à l'admission des prestations.

21.3.3. Au titre des prestations de support/maintenances

En raison du type de service assimilable à des abonnements, le paiement annuel de la maintenance et/ou de l'abonnement des licences s'effectue à terme à échoir, en dérogation aux règles de la commande publique.

Ces prestations relatives tant à la configuration initiale qu'aux éventuelles extensions de capacité commandées par bons de commande sont payées à compter de la date de réception de la facture correspondante.

La première année de maintenance et/ou abonnement au titre des extensions de capacité se fait au prorata-temporis entre le début de cette prestation et la date anniversaire de la maintenance et/ou abonnement de la configuration initiale.

21.3.4. Au titre des prestations à bons de commande (hors extensions et maintenance)

Le titulaire établit une facture après exécution des prestations, objet du bon de commande concerné, et le paiement est effectué après certification du service fait des prestations par Météo-France suivant les règles de la comptabilité publique, règles prévues à l'article 11 du CCAG/TIC.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

21.4. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

21.5. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : 2432F0334.
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 180.060.030.02117.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : 32DSIA
- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est transmis par Météo-France après la notification du marché public OU qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France
Direction financière
CSP dépenses

depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

22. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

23. Pièces et attestations à fournir

23.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

23.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

23.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

23.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du

travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

24. Pénalités

Dans cet article, il est dérogé à l'article 14 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC). Les pénalités sont applicables pour des retards imputables du fait du titulaire.

24.1. Modalités d'application des pénalités

En cas de constatation d'un manquement donnant lieu à l'une des pénalités listées ci-dessous, l'application de celle-ci s'effectue après la constitution d'un dossier de pénalités. Ce dossier est constitué sans mise en demeure préalable par les services de Météo-France.

Le titulaire est invité à formuler ses observations. Après examen des réponses éventuellement apportées, le pouvoir adjudicateur décide des suites à donner.

Tout retard entièrement imputable à Météo-France est neutralisé dans le calcul des délais utilisés pour fixer le montant des pénalités applicables. En cas de report d'une intervention décidé par Météo-France, la durée de ce report n'est pas prise en compte dans le calcul global des délais.

Le calcul des pénalités s'effectue sur la base de montants hors taxes.

Les pénalités ci-après détaillées sont cumulables. Pour autant, le total du montant des différents types de pénalités est plafonné à 15 % du montant total hors taxes du marché (somme de la partie forfaitaire et du montant minimum de la partie accord-cadre). Il est dérogé à l'article 14.1.2 du CCAG/TIC.

24.2. Pénalités pour retard

24.2.1. lors d'un arrêt planifié

En cas de dépassement de l'arrêt planifié dans le cadre des prestations à titre préventif fixé à la spécification 13.4-E du CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par heure de retard dès la première heure.

24.2.2. de mise en œuvre de la configuration initiale et des extensions de capacités

En cas de dépassement des délais fixés au paragraphe 15.2 ci-dessus pour la vérification d'aptitude, la mise en place du plan de sauvegarde et la vérification de service régulier au titre de la configuration initiale, du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € par jour de retard.

En cas de dépassement des délais fixés au paragraphe 15.3.1 ci-dessus pour la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier des extensions de capacité, prestation à bons de commande, du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € par jour de retard.

24.2.3. dans les délais d'intervention

En cas de dépassement des délais pour accuser réception d'un incident, d'intervention et de rétablissement de service fixés aux spécifications 14.0-E à 14.2-D du CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par heure de retard.

Les délais concernent :

- l'accusé réception de la déclaration d'un incident dans les deux (2) heures,
- le démarrage d'une intervention, dans un délai maximal de quatre (4) heures, comprises dans la PCM, à la suite de la déclaration d'un incident matériel relatif à une indisponibilité totale,
- le démarrage d'une intervention, dans un délai maximal de douze (12) heures, comprises dans la PCM, à la suite de la déclaration d'un incident matériel relatif à une indisponibilité partielle,
- le démarrage d'une intervention, dans un délai maximal de quatre (4) heures, comprises dans la PCM, à la suite de la déclaration d'un incident logiciel relatif à une indisponibilité totale ou partielle et proposition d'un plan d'action.

Les délais de rétablissement de service concernent :

- la fin d'une intervention dans le cas d'une indisponibilité totale dans un délai maximal de treize (13) heures consécutives, comprises dans la PCM, à la suite de la déclaration de l'incident matériel,
- la fin d'une intervention dans le cas d'une indisponibilité partielle dans un délai maximal de vingt-cinq (25) heures consécutives, comprises dans la PCM, à la suite de la déclaration de l'incident matériel,

- la fin d'une intervention dans le cas d'une indisponibilité totale ou partielle dans un délai maximal de treize (13) heures, comprises dans la PCM, à la suite de la déclaration de l'incident logiciel.

24.2.4. dans les délais de priorité exprimée selon trois niveaux

En cas de dépassement des délais fixés selon les trois niveaux de priorité (P1 à P3) fixés à la spécification 51.2-D du CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par jour de retard.

24.3. Pénalité pour absence aux opérations de vérification

En cas d'absence lors des opérations de vérification, le titulaire encourt la pénalité suivante :

1 000 € par absence constatée.

24.4. Pénalités pour indisponibilité

Cet article déroge à l'article 14.2 du CCAG/TIC.

24.5. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel

En cas de violation des mesures de sécurité ou des obligations de confidentialité prévues par le marché ou des obligations réglementaires ou contractuelles relatives à la protection des données à caractère personnel, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité impliquant des données à caractère personnel ou toute méconnaissance de la réglementation ou des clauses du marché applicables en matière de protection des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

Lorsque Météo-France envisage d'appliquer des pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel, l'établissement invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements constatés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

24.6. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale

Il est dérogé à l'article 16.1.5 du CCAG/TIC.

24.7. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale

En cas de non-respect des obligations environnementales prévues au paragraphe 16.4 ci-dessus, le titulaire encourt, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de 5 000 € TTC pour non présentation des documents justificatifs.

24.8. Pénalité pour absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets

Conformément à l'article 20.4 du CCAG/TIC, en cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire encourt, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de 5 000 € TTC.

25. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 8 du CCAG/TIC.

Sans préjudices des stipulations du CCAG applicable, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande

publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 23.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 54 du CCAG/TIC.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

26. Clauses complémentaires

Obligations de résultat

Le titulaire est tenu d'exécuter des prestations conformes aux prescriptions des clauses particulières. Le titulaire est, par ailleurs, tenu de signaler à la personne publique dans les plus brefs délais, tout élément qui lui paraîtrait de nature à compromettre la bonne exécution du marché public.

Clauses de réexamen

En application des articles R. 2194-1 à 10 du code de la commande publique, les stipulations prévues au présent contrat peuvent faire l'objet de modifications selon les modalités ci-après.

En cours d'exécution, si l'ajout, le retrait ou la modification d'une ou plusieurs prestations deviennent nécessaires, cet ajout, retrait ou modification peuvent être pris en compte par acte modificatif sous réserve qu'ils n'entraînent pas une modification de plus de 10 % du montant HT initial du marché à la hausse ou à la baisse. Ce taux est apprécié par rapport à la partie forfaitaire du marché ou au montant maximum de la partie à bon de commande en fonction de la nature de la modification.

Si au cours de l'exécution du marché, l'indice ou l'index utilisé pour appliquer la révision des prix prévue disparaît, le pouvoir adjudicateur peut procéder à la modification de la clause relative à la révision des prix après discussion avec le titulaire.

Pour tenir compte de l'évolution d'une modification rendue nécessaire par des circonstances imprévues voire par l'imprévision de tout élément, l'élément ou les éléments à prendre en compte au titre du marché sont intégrés.

Des prestations supplémentaires ou modificatives peuvent être prises en compte en application de l'article 25 du CCAG/TIC.

27. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 9 du CCAG/TIC, les deux parties entendent le soumettre au tribunal administratif de Toulouse – 68, rue Raymond IV, 31000 Toulouse.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

28. Dérogations

Les stipulations de l'article 11.4 « Livraison des équipements » du présent CCAP dérogent à l'article 21 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 14.2 « Clause sociale » du présent CCAP dérogent à l'article 16.1 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 15 « Constatation de l'exécution des prestations » du présent CCAP dérogent aux articles 29 à 33 du CCAG/TIC.

L'article 15.2.2.2 "Vérification d'aptitude" de la configuration initiale du présent CCAP déroge partiellement à l'article 34.2.1 du CCAG/TIC.

L'article 15.3.2.2 "Vérification d'aptitude" des extensions de capacité du présent CCAP déroge partiellement à l'article 34.2.1 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 17 « Personnes désignées pour l'exécution des prestations » du présent CCAP dérogent partiellement à l'article 3.4.3 et au o) de l'article 50.1 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 18.2 « Régime des résultats » du présent CCAP dérogent partiellement aux articles 46.2.1, 46.3.1 et 46.3.2 du CCAG/TIC ainsi qu'à l'article 46.2.2.

Les stipulations de l'article 20.5 "Révision des prix" du présent CCAP dérogent partiellement à l'article 10.2.2 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 24 « Pénalités » du présent CCAP dérogent à l'article 14 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 24.8 « Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière sociale » du présent CCAP dérogent à l'article 16.1.5 du CCAG/TIC.